

Des patrons qui refusent de travailler pour les villes tenues par les écolos ? Yes !!!

écrit par Jeanne la pucelle | 16 avril 2025



« Si c'est pour se faire accueillir par des tomates quand on crée 500 emplois, ce n'est pas la peine », a expliqué le directeur général de Safran, Olivier Andriès. (Thierry Stefanopoulos-poo/SIPA)



« Si c'est pour se faire accueillir par des tomates quand on crée 500 emplois, ce n'est pas la peine », a expliqué le directeur général de Safran, Olivier Andriès. (Thierry Stefanopoulos-poo/SIPA)

Le vent anti-wokisme soufflerait-il des USA jusqu'en France?

2 nouvelles tirées de F de Souche font **désordre** (car de ce tabac c'est plutôt inhabituel), font **tilt** et **font plaisir**... En tout cas le vent tourne, pas assez vite, certes, mais il tourne...

Un grand patron qui annonce Urbi et Orbi qu'il n'investirait plus dans les villes tenues par les écolos

SOCIÉTÉ

Après l'opposition et critiques d'écologistes sur un projet stratégique d'industrie, le patron du géant Safran répond. ***"Je vais être très clair : il n'est plus question aujourd'hui d'investir dans des villes à majorité écolo"***

Le patron de Safran, Olivier Andriès, veut bien œuvrer à la réindustrialisation de la France, mais pas à n'importe quel prix. Et surtout pas là, où il est

accueilli à coups de tomates, comme à Rennes. Invité lundi à témoigner devant une commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les freins à la réindustrialisation, le directeur général du groupe d'aéronautique et de défense a clairement annoncé **qu'il éviterait à l'avenir, « d'investir en France dans une ville détenue par une majorité écologiste »**, après les attaques menées par des militants « écolos » contre un projet d'usine à Rennes.

« Si c'est pour être accueilli par des tomates quand on crée 500 emplois dans une région, ce n'est pas la peine », a-t-il expliqué, sans toutefois remettre en cause l'usine de Rennes, prévue pour 2027.

Les Échos

« Nous avons bien travaillé avec la maire socialiste de Rennes, ainsi qu'avec le conseil régional. Nous avons préparé un beau dossier, avec 500 créations d'emplois et zéro artificialisation des sols, mais dès l'annonce du projet, nous avons été critiqués par les écologistes, qui ont remis en cause la majorité municipale de Rennes », détaille Olivier Andriès, qui en tire une conclusion radicale : « Chaque fois que l'on aura un choix de localisation, systématiquement, je bannirai une offre faite par une ville détenue par une majorité écologiste. » (...)

Ouest France

(Merci à LeTocsin.)

<https://www.fdesouche.com/2025/04/15/apres-lopposition-et-critiques-decologistes-sur-un-projet-strategique-dindustrie-le-patron-du-geant-safran-repond-je-vais-etre-tres-clair-il-nest-plus-question-aujourd'hui-dinvestir-d/>

Une ville qui clame Urbi et Orbi que **toute association subventionnée avait ipso facto un devoir de neutralité** et serait tenue de ne pas faire de campagne pro ou anti parti politique sauf à perdre ses subventions...

Vienne (38) : la Ville gèle 75 % des subventions d'une association pour manquement à la neutralité politique. Le maire reproche au Club Léo-Lagrange d'avoir relayé un message appelant à faire barrage au RN.

La Ville de Vienne a décidé, lors du conseil municipal du 14 avril 2025, de **geler jusqu'à nouvel ordre la subvention annuelle du Club Léo-Lagrange**, qui s'élevait à 150 000 € en 2024. Cette décision intervient après un **courriel envoyé en juillet 2024** par l'association à ses adhérents, relayant un message de la Fédération Léo-Lagrange appelant à **faire barrage au Rassemblement National** lors des législatives. Le maire, Thierry Kovacs, a invoqué un **manquement au devoir de neutralité** des associations subventionnées .

En février 2025, la subvention avait déjà été **réduite de 45 000 €**, mais le gel total représente désormais une perte majeure pour le club, dont le budget annuel est de 550 000 € . Le président du club, Jean-François Merle – également conseiller municipal d'opposition – a reconnu une erreur de communication mais déplore une sanction politique mettant en péril les **45 activités proposées à plus de 1 000 adhérents** .

Sources :

□1□BFMTV, 15/04/25

□2□Le Dauphiné, 15/04/25

□3□Vivre-Villes, 19/02/25

Vienne (38) : la Ville gèle 75 % des subventions d'une association pour manquement à la neutralité politique. Le maire reproche au Club Léo-Lagrange d'avoir relayé un message appelant à faire barrage au RN.